

	<p><b>SERVICES TECHNIQUES GENERAUX</b></p> <p><b>Marché de travaux n° 2025-0885</b></p> <p><b>Marché A Procédure Adaptée</b> (Passés en application des articles L2123-1, R2123-1 et 5 et R2162-3 du Code de la commande publique)</p>
---	--











## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **CCAP**

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME DE  
VIDEOPROTECTION ET DU SYSTEME INTRUSION DU BATIMENT  
PRINCIPAL DU CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITE GRENOBLE ALPES.**

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Travaux de remplacement et maintenance du système de vidéosurveillance et du système intrusion du bâtiment principal du centre Inria de l'université Grenoble alpes
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Tranche ferme et 2 tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	Sans objet
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Fixe pour la tranche ferme – Révisions et actualisation pour les tranches optionnelles
	Avance	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 – Les intervenants .....	5
3.1 La maîtrise d’œuvre .....	5
3.2 - Contrôle technique .....	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
3.4 - Modalités de collaboration du maître d’œuvre avec les autres intervenants.....	6
3.5 Désignation des sous-traitant en cours de contrat : .....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 - Protection des données à caractère personnel .....	7
6 - Durée et délais d'exécution .....	7
6.1 – Pour la tranche ferme : .....	7
6.2 - Pour la tranche optionnelle I: .....	8
6.3 - Pour la tranche optionnelle II : .....	8
6.4 - Délai d’affermissement des tranches optionnelles .....	8
7 - Prix .....	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués : .....	8
7.2 - Modalités de variation des prix .....	9
8 - Garanties Financières.....	11
9 - Avance.....	11
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	11
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	12
10 - Modalités de règlement des comptes.....	12
10.1 Modalités de règlement des comptes .....	12
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
10.3 - Contenu de la demande de paiement .....	13
10.4– Renseignements administratifs .....	14
10.5 - Délai global de paiement.....	14
10.6 - Paiement des sous-traitants .....	15
11- Etudes d’exécution .....	15
12 – Réception des travaux.....	15
12.1- Garantie des prestations.....	16
12.2- Gestion des déchets de chantier .....	16
12.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux..	16
12.4- Documents à fournir après exécution .....	16
13 - Développement durable.....	16
14 - Garantie des prestations .....	16

15 – Tranche Optionnelle I .....	17
16 – Tranche Optionnelle II.....	17
17 - Pénalités.....	18
17.1- Montant à partir duquel le paiement des pénalités s'applique.....	18
17.2- Pénalités pour retard.....	18
17.3- Pénalités pour absence aux réunions de chantier .....	18
17.4- Pénalités pour retard dans le repliement de chantier.....	18
17.5- Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution ..	18
17.6- Pénalité pour travail dissimulé .....	18
17.7 - Autres pénalités spécifiques.....	18
18 - Assurances.....	20
19 - Résiliation du contrat.....	20
19.1 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	21
20 Clauses complémentaires.....	21
20.1- Obligations relatives aux personnels d'intervention .....	21
20.2- Comportement du personnel .....	21
20.3- Plan d'intervention .....	21
20.4- Confidentialité.....	22
20.5- Carte d'identification des salariés du BTP .....	22
20.6- Respect du règlement européen sur la protection des données.....	22
21 - Règlement des litiges et langues .....	23

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
**Travaux de remplacement et maintenance du système de vidéoprotection et du système intrusion du bâtiment principal du centre Inria de l'université Grenoble alpes**

Lieu(x) d'exécution : territoire de la commune – 38334 Montbonnot

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il s'agit d'un marché avec 1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles qui sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

La tranche ferme concerne : La réalisation des travaux de sûreté.

La tranche optionnelle 1 concerne : Le contrat de maintenance sur 4 ans ferme à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

La tranche optionnelle 2 concerne : Un accord cadre à bons de commande et marchés subséquents de travaux pour la réalisation de travaux d'extension du système pour une durée de 4ans ferme.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat, les fiches techniques
- L'attestation de visite

## 3 – Les intervenants

### 3.1 La maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :  
Sur&tis Régions  
55 ter, avenue René Cassin  
69009 Lyon

### 3.2 - Contrôle technique

Sans objet.

### 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention

### 3.4 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

### 3.5 Désignation des sous-traitant en cours de contrat :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R2193.1 du CCP et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché (services) à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché subséquent aux torts du titulaire dans les conditions de l'article 32 du C.C.A.G.-Travaux avec, le cas échéant, exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être constatés par un « acte spécial » signé, au moins, des deux parties (l'établissement, le titulaire), au mieux des trois parties (l'établissement, le titulaire et le sous-traitant), dans les conditions fixées à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Pour les paiements des sous-traitants, les dispositions de l'article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sont applicables.

En application des dispositions de la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier les sous-traitants qui confient à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution ou une délégation de paiement dans les conditions de l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Un B.P.U. spécifique indiquant les prestations sous-traitées est à remplir et à annexer à toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement. Elle doit être accompagnée des documents suivants :

- un acte spécial (formulaire DC4 pouvant être employé)
- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics tel que prévu à l'article 43 du code des marchés publics
- les justificatifs des capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique un résumé de la nature et le montant des prestations que le titulaire (BPU spécifique à joindre pour chaque sous-traitant), mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Entreprise donneur d'ordre	Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant total de la prestation
			Joindre un BPU spécifique

#### 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

#### 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

#### 6 - Durée et délais d'exécution

##### 6.1 – Pour la tranche ferme :

Pour la tranche ferme, la période de préparation est de 3 mois. Ce délai **est inclus** aux délais d'exécution des prestations.

Le délai d'exécution des prestations est laissé à l'initiative du candidat qui devra le préciser à l'acte d'engagement et le détailler dans un calendrier prévisionnel joint à son offre (sans toutefois dépasser fin mars 2026).

Ces délais partent, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux.

Le délai proposé par le candidat dans son offre sera contractuel et servira de base à l'application éventuelles de pénalités.

Pour la tranche ferme, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-travaux.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

#### 6.1.1 Calendrier détaillé d'exécution pour la tranche ferme :

A) Le calendrier détaillé d'exécution est celui remis par le titulaire dans son offre. Il doit prendre en compte notamment la durée des études demandées dans le CCTP.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution.

B) Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le titulaire peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé au présent CCAP. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires

#### 6.2 - Pour la tranche optionnelle I:

La durée du marché est de 4 ans ferme.

Ce délai part, à compter de la date fixée par l'ordre de service d'affermissement de la tranche.

#### 6.3 - Pour la tranche optionnelle II :

La durée du marché est de 4 ans ferme.

Ce délai part, à compter de la date fixée par l'ordre de service d'affermissement de la tranche.

Chaque bon de commande ou marché subséquent déterminera le délai d'exécution propre au besoin.

##### 6.3.1 - Calendrier détaillé d'exécution pour la tranche optionnelle II :

Le calendrier sera déterminé au moment de la survenance du besoin. Il fera l'objet

- Soit d'un document particulier
- Soit sera indiqué dans le bon de commande ou le devis pour les délais de réalisation inférieurs à 3 mois.

#### 6.4 - Délai d'affermissement des tranches optionnelles

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations des tranches optionnelles court à compter de la réception de la tranche ferme.

Le délai limite de notification des tranches optionnelles est de 14 mois.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués :

Pour les tranches optionnelles : Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit ou d'attente.

#### Pour la tranche ferme :

Les prestations sont réglées par les prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### Pour la tranche optionnelle I

Les prestations seront réglées par l'application d'un forfait annuel selon les stipulations de l'acte d'engagement.



### Pour la tranche optionnelle II :

Les prestations sont réglées par les prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement. Sur la base des prix du BPU initial de la tranche ferme.

#### 7.2 - Modalités de variation des prix

##### 7.2.1 Tranche ferme

Les prix de la tranche ferme sont fermes.

##### 7.2.2 Tranche optionnelle I

Les prix de la tranche optionnelle I sont actualisables puis révisables annuellement

#### Actualisation :

A l'affermissement de la tranche, une actualisation sera effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = (I_d - 3) / I_0$$

Formule dans laquelle :

$C_n$  : coefficient d'actualisation

$I$  : index de référence (voir ci-dessous)

$I_d - 3$  : valeur de l'index connu au 1<sup>er</sup> jour du mois  $d - 3$  soit 3 mois avant la date de démarrage de la période de préparation du chantier

$I_0$  : valeur de l'index connue au 1<sup>er</sup> jour du mois zéro soit le mois de remise de l'offre

Source site de l'Insee : <https://www.insee.fr>

Libellé	Indice
Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - Fabrication de machines (NAF rév. 2, niveau A17 C3)	Indice 010562744

Ce prix actualisé sera ferme pour une année à compter de l'ordre de service d'affermissement de la tranche.

#### Révision :

Pour les années suivantes, les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils seront révisables annuellement à la date anniversaire de l'ordre de service de l'affermissement de la tranche optionnelle I selon la formule de révision ci-dessous :

$$P = P_0 (0,15 + (I/I_0))$$

Formule dans laquelle :

$P$  = prix révisé.

$P_0$  = prix initial.

$I$  = valeur de l'indice, connu le premier jour du mois de la date de révision et relevé sur le site internet :

<https://www.insee.fr>

$I_0$  = valeur du même indice connue au premier jour du mois  $mo$ , soit le mois de remise des offres.

Libellé	Indice
Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - Fabrication de machines (NAF rév. 2, niveau A17 C3)	0.85 [Indice 010562744]

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index BT47 « Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 ».

### 7.2.3 Tranche optionnelle II

Les prix de la tranche optionnelle I sont actualisables puis révisables annuellement

#### Actualisation :

A l'affermissement de la tranche, une actualisation sera effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = (I_d - 3)/I_0$$

Formule dans laquelle :

$C_n$  : coefficient d'actualisation

$I$  : index de référence (voir ci-dessous)

$I_d - 3$  : valeur de l'index connu au 1er jour du mois  $d - 3$  soit 3 mois avant la date de démarrage de la période de préparation du chantier

$I_0$  : valeur de l'index connue au 1er jour du mois zéro soit le mois de remise de l'offre

Source site de l'Insee : <https://www.insee.fr>

Libellé	Indice
Pour l'électricité	0.85 [BT47_2010 001710979]

Ce prix actualisé sera ferme pour une année à compter de l'ordre de service d'affermissement de la tranche.

#### Révision :

Pour les années suivantes, les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils seront révisables annuellement à la date anniversaire de l'ordre de service de l'affermissement de la tranche optionnelle II selon la formule de révision ci-dessous :

$$P = P_0 (0,15 + (I/I_0))$$

Formule dans laquelle :

$P$  = prix révisé.

$P_0$  = prix initial.

$I$  = valeur de l'indice, connu le premier jour du mois de la date de révision et relevé sur le site internet :

<https://www.insee.fr>

$I_0$  = valeur du même indice connue au premier jour du mois  $m_0$ , soit le mois de remise des offres.


Libellé	Indice
Pour l'électricité	0.85 [BT47_2010 001710979]

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index BT47 « Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 ».

Pour les 2 tranches optionnelles,

 Le prestataire fera parvenir sa demande de révision 2 mois avant la date anniversaire du marché à l'adresse mail suivante :

[achats-grenoble@inria.fr](mailto:achats-grenoble@inria.fr)

Sans demande dans ce délai la révision sera considérée comme égale à 0.

## 8 - Garanties Financières

Pour la tranche ferme Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Pour les tranches optionnelles aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

## 9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## 9.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

# 10 - Modalités de règlement des comptes

## 10.1 Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes du marché seront les suivantes :

Il sera fait application de l'article 12 du C.C.A.G.- Travaux.

- Pendant le déroulement des travaux :
  - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés mensuellement au pourcentage d'avancement des travaux.
  - Les projets de décomptes mensuels seront établis par le titulaire avant la fin de chaque mois et transmises au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner date certaine, pour vérification et certification. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.
  - La facture du décompte mensuel sera transmise via Chorus Pro par la prestataire avec le décompte mensuel visée par le maître d'œuvre.
  - Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.
- Après l'achèvement des travaux :
  - Etablissement du décompte final suivant les dispositions de l'article 12.3.1 du C.C.A.G.- Travaux.
  - Le projet de décompte final est notifié par le titulaire au Maître d'œuvre dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue aux articles 41.1 du C.C.A.G.- Travaux. Le Maître d'œuvre le vise et le retourne au titulaire. En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Le maître d'œuvre est destinataire en copie de la mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 12.4 du C.C.A.G.- Travaux.
  - Le Décompte Général Définitif ne pourra être présenté qu'après un PV de réception sans observation, Ou un PV de levée de réserve dans le cas de réserves mentionnées sur le PV.

## 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement sera effectué par Inria sur présentation d'une facture électronique déposée par le titulaire sur CHORUS PORTAIL PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

La facture devra être établie au nom d'Inria et faire référence à son SIRET n° 18008904700013. Elle devra, par ailleurs, faire référence au présent marché et comporter impérativement, outre les mentions légales obligatoires, le numéro du bon de commande communiqué par les services d'Inria en exécution de celle-ci, ainsi les références bancaires ou postales du compte comme indiqué à l'article XIX : Compte à créditer en euros.

En cas de cotraitance :

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;  
Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés, les travaux exécutés font l'objet d'un règlement :
  - soit sur un compte unique
  - soit au compte du mandataire du groupement d'entreprises qui s'engage à rétrocéder les sommes dues à chaque cotraitant,
  - soit à chaque cotraitant selon la répartition jointe en annexe de l'acte d'engagement, le cas échéant

Si l'un des entrepreneurs groupés est défaillant, au sens de l'article 50.1 du C.C.A.G.- Travaux, le cotraitant en cause ne peut s'opposer à ce que les autres entrepreneurs demandent au maître de l'ouvrage que les règlements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ses demandes soient faits à leur seul nom, ou sur un nouveau compte unique.

Ces dispositions s'appliquent tant au titulaire du marché qu'aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

## 10.3 - Contenu de la demande de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 12 du C.C.A.G.- Travaux.

Les demandes de paiement seront déposées par voie électronique sur le portail Factures CHORUS PRO dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales :

Les indications obligatoires sous peine de rejet :

- **Le numéro de SIRET**, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture :  
**18008904700013**
- **Le numéro d'engagement** juridique que vous trouverez sur le support contractuel qui vous lie à Inria ou qui vous aura été communiqué.
- **Les références bancaires** ou postales du compte à créditer telles que mentionnées à l'acte d'engagement.

Les indications minimum suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les

- prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ; le numéro de TVA intracommunautaire de Inria : FR45180089047
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.- Travaux;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

#### 10.4– Renseignements administratifs

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est Monsieur le Président Directeur Général d'Inria Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex .

Tel : 01 39 63 55 11.

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'agent comptable d'Inria, Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex . Tel : 01 39 63 55 55

Le Service Dépense (SD) est l'interlocuteur unique du titulaire pour traiter les demandes d'information relatives au traitement des factures :

Par téléphone : 04 76 61 55 08

Par mail : [sd-fournisseurs@inria.fr](mailto:sd-fournisseurs@inria.fr)

Par courrier : Inria – Service Dépense - Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex

#### 10.5 - Délai global de paiement

En application du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, Inria se libérera des sommes dues au titulaire par virement par mandat administratif dans un délai de **30** jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou des demandes de paiement équivalentes sous réserve d'admission des ouvrages. Au-delà de ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire.

Toutefois, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que les intérêts moratoires ne seront pas dus en cas de présentation de factures non conformes. Le délai de 30 jours commencera à courir **à compter de la date de réception d'une facture établie en bonne et due forme**.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus

récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoire ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage, accompagné d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros conformément aux articles R2192-31 à 36 du code de la commande publique.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre du présent marché seront déduites du montant HT de la facture correspondante ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

#### 10.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 11- Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## 12 – Réception des travaux

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du C.C.A.G. - Travaux, les travaux ne peuvent être réceptionnés que par une décision expresse.

Par dérogation à l'article 41.2 du C.C.A.G. - Travaux, les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Par dérogation à l'article 41.5 du C.C.A.G. - Travaux, s'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître de l'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai fixé par le maître de l'ouvrage ou, en l'absence d'un tel délai, dans le délai d'un mois à compter de la notification du procès-verbal de réception.

Par dérogation à l'article 41.6 du C.C.A.G. - Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître de l'ouvrage ou, en l'absence d'un tel délai, dans le délai d'un mois à compter de la notification du procès-verbal de réception.

En cas de retard dans l'exécution des travaux visés aux deux alinéas qui précèdent et par dérogation aux articles 41.5 et 41.6 du C.C.A.G. - Travaux, le titulaire encourt une pénalité journalière de 1/500 du montant hors taxe du marché. Par dérogation aux articles 41.5 et 41.6 du C.C.A.G. - Travaux, le

maître de l'ouvrage peut en outre faire exécuter ces travaux aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, les pénalités de retard étant dans ce cas encourues jusqu'à la notification du marché passé pour l'achèvement des travaux ou la levée des réserves.

#### 12.1- Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an à compter de la date d'effet de la réception. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Les autres garanties sont décrites dans le CCTP notamment à l'article 2.9.

#### 12.2- Gestion des déchets de chantier

Il est fait application de l'article 36 du C.C.A.G.- Travaux.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### 12.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

#### 12.4- Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 8.2 des CCTP.

Ces documents seront remis en 2 exemplaires :

1 Numérique

1 Exemplaire papier.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 50,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

Voir également les dispositions du CCTP

## 13 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable selon l'article 11.5.1 et l'article 13.13 du CCTP.

## 14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de **1 an** dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS et selon les indications du CCTP



Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes : voir article 11 du CCTP

## 15 – Tranche Optionnelle I

Les prestations de cette tranche concernent un contrat de maintenance telles que définies dans le CCTP pendant une durée de 48 mois.

## 16 – Tranche Optionnelle II

Les prestations de cette tranche concernent un accord cadre sur 48 mois concernant les travaux d'extension du système.

Dans ce cadre il sera possible de recourir soit à des bons de commandes se conformant au BPU de la Tranche ferme soit à des marchés subséquents pour les prestations non prévues dans le BPU et étant conformes à l'objet du marché.

- L'émission de bons de commande se fera dans les conditions des articles R2162-13 et R2162-14
- Conformément à l'article R2162-7 les marchés subséquents préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Il sera possible de conclure des marchés subséquents avec le titulaire dans le cadre d'un besoin, pour lequel la passation d'un marché subséquent permettrait ;

- d'obtenir une meilleure offre économique que celle qui serait issue des bordereaux de prix
- de prendre en compte des prestations non couvertes par les articles des bordereaux de prix.

Le montant maximum de l'accord cadre est de 50 000 € HT sur 48 mois.

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure des besoins.

Le cas échéant le bon de commande ou le marché subséquent indiqueront les délais et les périodes de préparation

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées, lorsqu'ils sont indispensables à la réalisation des travaux, sont établis par le titulaire et remis au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre. Leur coût est inclus dans les prix unitaires du BPU.

Toutes les stipulations de la tranche ferme sont applicables

Les marchés subséquents seront conclus à prix global et forfaitaire.

Les pièces constitutives des marchés subséquents sont des pièces générales et particulières de la tranche ferme. Les pièces générales, bien que non jointes aux pièces constitutives du marché, sont réputées connues du titulaire.

Par dérogation partielle à l'article 4.1 du CCAG Travaux, le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

### Pièces particulières

- Les documents de la tranche ferme dont les référentiels techniques
- Le marché subséquent (qui pourra être constitué d'un devis pour des travaux sans complexité) et ses annexes le cas échéant (PGC, modalités de coopération entre les différents intervenants à une opération et le coordonnateur SPS...)
- Le cas échéant, toutes les autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents (CCTP, plans, DPGF, BPU, DQE....)

## 17 - Pénalités

### 17.1- Montant à partir duquel le paiement des pénalités s'applique

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.-Travaux, les pénalités applicables sont dues y compris lorsqu'elles sont inférieures à 1 000 € H.T.

### 17.2- Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du C.C.A.G.-Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, sauf cas de force majeure, le titulaire du marché peut se voir appliquer une pénalité journalière de **1/200<sup>ème</sup>** du montant hors taxes du marché.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

### 17.3- Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier, sauf cas de force majeure, le titulaire encourt une pénalité fixée à **200 € HT**.

### 17.4- Pénalités pour retard dans le repliement de chantier

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux sans préjudice d'une pénalité journalière de **200 € HT**.

### 17.5- Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires, à compter de la réception des travaux, pour la remise de son dossier d'ouvrages exécutés (DOE) conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux. Au-delà de ce délai, d'une pénalité journalière de **200 € HT** sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G.-Travaux sur les sommes dues au titulaire.

### 17.6- Pénalité pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur appliquera une pénalité correspondant à **10 %** du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 17.7 - Autres pénalités spécifiques

NATURE	MONTANT DE LA PENALITÉ
Pénalités de retard relatives aux travaux :	
En cas de non nettoyage régulier du chantier ou d'enlèvement de matériaux inemployés. (à partir du constat d'infraction)	300 €/ par jour Calendaire
En cas de non remise en état des lieux	1000 €
Pénalités de retard relatives aux opérations de réception :	

<p>Le titulaire n'exécute pas de manière concluante les épreuves ou travaux et prestations énumérés au procès-verbal des opérations préalables à la réception des ouvrages il sera passible d'une pénalité.</p> <p>Dans la levée des réserves :</p> <p>Si dans un délai fixé lors des opérations de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur, l'entrepreneur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ne remédie pas aux imperfections et malfaçons constatées lors de la réception,</li> <li>• Ne procède pas au repliement des installations de chantier et de remise en état les terrains et les lieux,</li> <li>• Ne respecte pas les mises en conformités des fournisseurs concernant les conditions de pose des équipements,</li> </ul>	250 € / jour Calendaire
Pénalités de retard relatives à la garantie, la maintenance et à l'obligation documentaire :	
<p><u>Pour le délai de prise en compte de la demande</u> : en cas de non-respect des délais De prise en compte de la demande (GTVT) définis dans le CCTP, le titulaire est redevable envers le Maître d'Ouvrage d'une pénalité de retard.</p> <p><u>Pour le délai d'intervention</u> : en cas de non-respect des délais d'intervention (GTI) définis dans le CCTP, le titulaire est redevable envers le Maître d'Ouvrage d'une pénalité de retard.</p> <p><u>Pour le délai de remise en service</u> : en cas de non-respect des délais de remise en service (GTR) définis dans le CCTP, le titulaire est redevable envers le Maître d'Ouvrage d'une pénalité de retard.</p>	<p>100 € par tranche de 2h heures de retard entamées.</p> <p>250 € par tranche de 2h heures de retard entamées.</p> <p>150 € par tranche de 2 heures de retard entamées.</p>
En cas de retard dans la remise de documents (EXE, DOE, DIUO, ...)	100 € / jour Calendaire
En cas de non-respect de la réglementation en vigueur et/ou de l'arrêté de circulation ou pour utilisation de matériels de signalisation non réglementaires ou en mauvais état ou pour défaut de maintien de la signalisation	150 € / jour Calendaire
En cas de non-respect de l'affichage réglementaire sur le chantier	500 € / jour Calendaire
En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène et à l'environnement immédiat	300 € / infraction

Dans un délai de **quinze jours** calendaires à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des [articles 1240 et 1242](#) du Code civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les [articles 1792 et suivants](#) du Code civil.

Le titulaire souscrit les assurances nécessaires pour garantir ses agents chargés d'effectuer toutes les interventions prévues dans le cadre du présent marché contre les risques d'accident du travail, d'invalidité, de décès. Les soins médicaux et chirurgicaux ainsi que les frais d'hospitalisation sont à la charge du titulaire, Inria étant dégagé de toute obligation en la matière.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de **quinze jours** à compter de la réception de la demande.

## 19 - Résiliation du contrat

Les dispositions des [articles 45 à 49](#) du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

- 1) Inria se réserve le droit de résilier le marché si, après deux mises en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, le titulaire ne respecte pas ses engagements, en particulier en matière de respect des délais d'intervention et de qualité technique de la prestation. La résiliation est alors prononcée avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant. Pendant le délai s'écoulant entre la notification de la résiliation et sa date d'effet, le titulaire continuera d'exécuter toutes les prestations dues au titre du présent marché, aux conditions antérieures à la notification de la résiliation. L'entreprise sera tenue de laisser ou de remettre en état normal de fonctionnement les équipements et les locaux.
- 2) D'autre part, Inria aura la faculté de mettre fin au présent marché à tout moment, et sans préavis en cas de faute grave du titulaire, ou de ses préposés, rendant impossible le maintien de relations contractuelles et notamment dans les cas suivants :
  - utilisation indue ou détournement organisé par un ou plusieurs préposés du titulaire de produits ou matériels appartenant à Inria ;
  - inexécution totale ou partielle par le titulaire ou ses préposés des clauses ou conditions du présent marché après mise en demeure signifiée par lettre recommandée et restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.
- 3) Inria pourra à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, avant l'achèvement de celles-ci, qu'il y ait faute ou non du titulaire. Si la résiliation n'est pas due à un défaut d'exécution du prestataire ou du non-respect du présent marché, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice subi, du fait de cette décision, en application de l'[article 45](#) du C.C.A.G.-Travaux.
- 4) En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, conformément à l'[article 46.4](#) du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **5,00 %**.
- 5) En application de l'[article 46.3.1 c\) et g\)](#) du C.C.A.G.-Travaux, si le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter le marché, ou en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de celui-ci, le marché est résilié à ses torts avec mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.
- 6) Outre les cas prévus à l'article 46 du C.C.A.G.-Travaux, en cas d'inexactitude des documents et

renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2146.6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

- 7) En cas de faute du titulaire, la résiliation du marché s'effectuera à ses torts, et la continuité du marché pourra s'effectuer aux frais et aux risques du titulaire défaillant par une nouvelle entreprise.
- 8) Le marché est résilié de plein droit et sans indemnité en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de l'entreprise.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision.

#### 19.1 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du titulaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution des prestations liées au marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du prestataire de renoncer à poursuivre l'exécution des prestations liées au marché, ou à l'expiration du délai d'un mois fixé ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 20 Clauses complémentaires

### 20.1- Obligations relatives aux personnels d'intervention

#### - Liste nominative du personnel

Dans le plan de prévention des risques, le titulaire doit fournir, avant tout commencement d'exécution du marché une liste comportant le nom et l'adresse de l'ensemble de son personnel intervenant dans le cadre du présent marché. Toute modification doit être portée immédiatement à la connaissance de l'établissement.

#### 20.2- Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. Inria se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat de l'agent jugé par elle indésirable ou ne donnant pas satisfaction.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

#### 20.3- Plan d'intervention

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sont applicables en ce qui concerne les prescriptions particulières d'hygiène et sécurité aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Pour tous travaux inclus dans la liste descriptive du décret dont la référence est citée ci-dessus, un plan de prévention a été établi par le contrôleur SPS. Ce plan est signé par les deux parties. Il définit la prévention au niveau des usagers Inria d'une part et celle des intervenants missionnés par le titulaire du marché d'autre

part.

Tout agent intervenant sur site devra avoir connaissance du plan de prévention des risques avant son intervention.

Le titulaire procède si nécessaire, avant le commencement des prestations, à une information à ses agents des risques liés aux interventions et les mesures de prévention envisagées et le plan de prévention en cours. Cette information fait l'objet d'un procès-verbal transmis aux Services Techniques Généraux par le titulaire dans le mois qui suit la date d'effet de l'acte valant début d'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de respecter les engagements pris dans son offre en ce qui concerne les caractéristiques d'hygiène et sécurité de chaque type d'appareil installé.

#### 20.4- Confidentialité

Si le titulaire a reçu, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, il est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour les connaître.

Le titulaire et Inria s'engage chacun pour leur part à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

#### 20.5- Carte d'identification des salariés du BTP

Tout salarié accomplissant, dirigeant ou organisant, même à titre occasionnel, accessoire ou secondaire, des travaux de BTP, quel que soit son contrat de travail (CDD, CDI, intérimaire ou contrat de détachement d'une entreprise étrangère) doit être muni de la carte d'identification visée aux articles L8291-1 et L8291-2 et R8291-1 à R8295-3 du Code du travail.

Pour l'exécution du marché, le titulaire du marché est tenu de faire porter par ses salariés, intérimaires et travailleurs détachés auxquels il a recours, sur le chantier et en permanence, cette carte d'identification professionnelle sécurisée délivrée par l'Union des caisses de France congés intempéries BTP ou l'attestation provisoire valant carte d'identification professionnelle.

Le titulaire répercute cette obligation dans le ou les contrats de sous-traitance qu'il peut être amené à conclure pour l'exécution dudit marché.

À tout moment pendant l'exécution du marché, le maître de l'ouvrage pourra procéder au contrôle des cartes ou des attestations provisoires détenues par le personnel de l'entreprise titulaire ou par ceux de ses sous-traitants éventuels. A cet effet, chaque employeur informe son personnel de cette possibilité de contrôle.

En cas d'absence ou de refus de présentation de la carte d'identification professionnelle sécurisée ou de l'attestation provisoire valant carte d'identification professionnelle, le maître d'ouvrage mettra en demeure le titulaire de régulariser la situation. Le cas échéant, l'entrepreneur répercute la mise en demeure à son ou ses sous-traitants.

A défaut de présentation, dans le délai fixé par la mise en demeure, de la carte ou d'une attestation provisoire de demande de carte, le pouvoir adjudicateur en informera aussitôt l'inspection du travail.

#### 20.6- Respect du règlement européen sur la protection des données

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Les données personnelles et supports informatiques fournis par le pouvoir adjudicateur et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur. Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement confidentielles.

Le titulaire, sous-traitant au sens du règlement européen sur la protection des données, est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur, qualifié de responsable de traitement au sens du règlement européen sur la protection des données, les données nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent contrat.

Les seules opérations qui pourront être réalisées sur les données par le titulaire sont leur enregistrement et leur consultation aux seules fins de réalisation des prestations objet du présent contrat.

Dans le cadre du traitement de données à caractère personnel décrit ci-dessus, le titulaire s'engage à :

- Traiter les données à caractère personnel uniquement aux fins de réalisation de la prestation objet du présent marché, et conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur ;
- Veiller à ce que tous les membres de son personnel, et toutes les personnes agissant pour le compte du titulaire, autorisées à traiter les données soient soumises à une obligation de confidentialité ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité des données à caractère personnel, c'est-à-dire notamment ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ; ne pas utiliser les documents et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ; ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur ; prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché ; prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation sécurisée des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- Aider le pouvoir adjudicateur à donner suite aux demandes dont les personnes concernées peuvent les saisir en vue d'exercer les droits qu'elles détiennent en vertu du règlement européen sur la protection des données ;
- Aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des articles 32 à 36 du règlement européen sur la protection des données, notamment en informant sans délai le pouvoir adjudicateur de toute violation de données ;
- En fin de marché, et au choix du pouvoir adjudicateur, supprimer ou restituer les données à caractère personnel, et le cas échéant à leur demande, en confirmer la suppression par écrit ;
- Ne recruter un autre sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, qu'avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, et le cas échéant, reporter sur cet autre sous-traitant l'ensemble des obligations prévues par la présente clause ;
- Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur toute information nécessaire permettant de démontrer le respect des obligations prévues par la présente clause.

## 21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Toutefois, le titulaire et Inria s'efforceront de régler à l'amiable, dans la mesure du possible, les différends qui pourraient survenir durant l'exécution du présent marché. A défaut, tout litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble.

2 place de Verdun

BP 1135 - 38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135 - 38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44